

## **COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 22 DECEMBRE 2016**

Nombre de membres

En exercice : 19

Présents : 12

Votants : 14 dont 2 procurations

L'an deux mille seize, le 22 décembre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué par Monsieur Christophe TERRAIN, le 16 décembre 2016, s'est réuni en session ordinaire, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christophe TERRAIN, maire.

**Présents :** BOUÉ Marie-France, CLOT Georges, COURTADE Claude, DAVEZAC Daniel, DUFAU Valérie, FLOGNY Marie-Claire, LAJUS Pierre, LESTERLE Jeanne, MICHEL Martine, TERRAIN Christophe, VIVIER Régine, ZAGO Michel

**Absents ou excusés :** BASTROT Philippe, BERGUERIE Pascal a donné procuration à DUFAU Valérie, COOMANS Hélène a donné procuration à VIVIER Régine, DARRIEUX Guy, JOURDON Jacques, LABENNE Baptiste, MARQUE Jany

**Secrétaire de séance :** BOUÉ Marie-France

Brigitte BORDÈRES assistait à la séance.

### **COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU 1<sup>er</sup> DECEMBRE 2016**

Le compte-rendu de la séance précédente est adopté à l'unanimité.

### **LISTE DES ARRETES DEPUIS LE PRECEDENT CONSEIL**

|             |         |              |   |
|-------------|---------|--------------|---|
| AR 2016-136 | 6.1-101 | 8/12/16      | AR TIRS AUX PIGEONS   |
| AR 2016-137 | 4.1-30  | 14/12/1<br>6 | AR congé paternité REILLE Philippe  |
| AR 2016-138 | 6.1-102 | 14/12/1<br>6 | AR d'Autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un ERP à la SARL Plaisance Auto-Ecole pour l'ouverture AUTO-ECOLE Le Tacot |
| AR 2016-139 | 6.1-103 | 16/12/1<br>6 | AR d'Autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un ERP pour l'ouverture parc pour enfants Sarl CVA M. GODET Sébastien      |
| AR 2016-140 | 6.1-104 | 16/12/1<br>6 | AR d'Autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un ERP pour mis en accessibilité de l'Agence GROUPAMA                      |
| AR 2016-141 | 6.1-105 | 19/12/1<br>6 | ARRETE DE TERRASSE LAGARDE  |
| AR 2016-142 | 6.1-106 | 19/12/1<br>6 | ARRETE DE TERRASSE DESCOUBET  |
| AR 2016-143 | 6.1-107 | 19/12/1<br>6 | ARRETE DE TERRASSE BRESCON  |
| AR 2016-144 | 6.1-108 | 19/12/1<br>6 | ARRETE DE TERRASSE POINT VERT   |
| AR 2016-145 | 6.1-109 | 19/12/1<br>6 | ARRETE DE TERRASSE D'ARTAGNAN   |

|             |         |              |                                  |
|-------------|---------|--------------|----------------------------------|
| AR 2016-146 | 6.1-110 | 19/12/1<br>6 | ARRETE DE TERRASSE DIMINU TIFFS  |
| AR 2016-147 | 6.1-111 | 19/12/1<br>6 | ARRETE DE TERRASSE P'TIT BOUCHON |

## DECISIONS MUNICIPALES

DM2016-18 : Remboursement par la SMACL suite à l'incendie d'une façade de la salle omnisport

DM2016-19 : Remboursement par la SMACL suite à la dégradation du portique métallique (solde)

## DELIBERATIONS

### **OBJET : MISE EN ŒUVRE DU R.I.F.S.E.E.P. (REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL**

Monsieur le Maire rappelle que ce sujet a été abordé lors de la séance du 1<sup>er</sup> décembre mais reporté à ce jour car l'avis du comité technique était défavorable. La commune avait donc l'obligation de présenter une nouvelle fois sa proposition au comité technique qui s'est réuni le 19 décembre. L'avis émis est une nouvelle fois défavorable pour les représentants du personnel et favorable pour les représentants des collectivités. Le comité technique ayant statué à deux reprises, la commune peut maintenant délibérer sachant que le comité technique n'émet qu'un avis et que la commune peut passer outre.

Madame Flogny rappelle que le principe du RIFSEEP repose sur une harmonisation du régime indemnitaire et introduit le CIA (complément indemnitaire annuel) qui sera adapté d'une année sur l'autre après les entretiens annuels des agents de la collectivité. L'IFSE, quant à elle, doit être à minima identique au régime indemnitaire actuel. Les textes ne concernent dans l'immédiat que le personnel administratif, ceux pour le personnel technique seront publiés prochainement. Le RIFSEEP sera mis en place à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Aussi Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de se prononcer sur la délibération suivante :

Le conseil municipal,

Sur la proposition de Monsieur le Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

Vu l'ensemble des textes réglementaires relatifs à la mise en œuvre du RIFSSEP dans la fonction publique,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 28 novembre 2016 et du 19 décembre 2016 relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte de l'expérience professionnelle en vue de l'application du R.I.F.S.E.E.P. aux agents de la collectivité de Riscle,

## L'IFSE (indemnité de fonction, de sujétions et d'expertise)

- **Les bénéficiaires** : Indiquer ici selon le projet de la collectivité ou de l'EPCI
  - fonctionnaires titulaires, fonctionnaires stagiaires
  
- **Cadres d'emplois concernés**

| Cadre d'emplois | Groupe | Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétions | Montant annuel  |   |
|-----------------|--------|---|---|---|
|                 |        |   | IFSE Maximum<br>(Agents non logés)<br><br>exprimée en euros ou en pourcentage<br><br>du plafond de l'état | Rappel du plafond à l'Etat<br>(Pour illustration colonne non obligatoire) |
|                 |        | <b>A titre d'exemple</b>                              |   |   |
| Attachés        | A1     | Responsabilité de direction générale                  | 10 000€   | <b>36 210</b>   |

| Cadre d'emplois | Groupe | Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétions                      | Montant annuel  |   |
|-----------------|--------|--|---|---|
|                 |        |  | IFSE Maximum<br>(Agents non logés)<br><br>exprimée en euros ou en pourcentage<br><br>du plafond de l'état | Rappel du plafond à l'Etat<br>(Pour illustration colonne non obligatoire) |
|                 | B1     | Responsabilité d'un service et/ou fonctions de coordination ou de pilotage | 8 040,80  | <b>17 480</b>   |
|                 | B2     | Expertise, responsabilité de projet  | 7 366,90  | <b>16 015</b>   |

|                                  |    |   |           |               |
|----------------------------------|----|---|-----------|---------------|
| Rédacteurs<br>Educatrices<br>APS | B3 | Technicité, expérience, ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions  | 6 739,00  | <b>14 650</b> |
| Adjoints administratifs          | C1 | Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions, sujétions particulières             | 5 244,00€ | <b>11 340</b> |
|                                  | C2 | Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions, sujétions particulières ponctuelles | 4 968,00€ |               |
|                                  | C3 | Missions d'exécution, de suivi administratif de dossiers, fréquence des relations directes avec les administrés               | 4 320,00€ | <b>10 800</b> |
|                                  | C4 | Missions d'exécution  | 3 780,00€ |               |

### 3 - Prise en compte de l'expérience professionnelle

L'IFSE pourra être modulée en fonction de l'expérience professionnelle.

Cette modulation trouvera son fondement dans :

- la diversification des compétences et des connaissances
- le savoir-faire technique
- les responsabilités et l'autonomie
- les capacités relationnelles
- les sujétions particulières

Ce montant fera l'objet d'un réexamen au regard de l'expérience professionnelle :

- En cas de changement de fonctions ou d'emploi;
- En cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;

La situation indemnitaire d'un agent y compris si celui-ci ne change pas de fonctions sera réexaminée tous les 4 ans.

### 4 - Périodicité du versement

L'IFSE est versée mensuellement.

## 5 - Modalités de versement

Le montant de l'IFSE est proratisé en fonction du temps de travail dans les mêmes conditions que la rémunération.

## 6 - Les absences

- En cas de congé de maladie ordinaire (y compris accident de service) et les périodes de temps partiels thérapeutique : l'IFSEE suivra le sort du traitement.
- Pendant les congés pour maternité, paternité ou adoption, l'IFSEE suivra le sort du traitement.
- En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie l'IFSE suivra le sort du traitement.

## 7- Exclusivité

L'IFSE est exclusive de toutes autres indemnités liées aux fonctions.

L'I.F.S.E. est en revanche cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnité compensatrice, indemnité différentielle, GIPA, ...),
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, heures complémentaires, ...),
- Indemnité pour travail du dimanche et jours fériés
- Participation à la protection sociale complémentaire pour le personnel

## 8 – Les modalités d'attribution de l'IFSE

L'attribution individuelle est décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

### **LE CIA (Complément Indemnitaire Annuel)**

#### 1 - Les bénéficiaires :

- fonctionnaires titulaires, fonctionnaires stagiaires

#### 2 - Cadres d'emplois concernés

| Cadre | Group | Niveau de responsabilité, | Montant annuel |
|-------|-------|---------------------------|----------------|
|-------|-------|---------------------------|----------------|

| <b>d'emplois</b>                | <b>e</b>  | <b>d'expertise ou de sujétions</b>  | <b>CIA<br/>(Agents non logés)<br/><br/>exprimée en euros ou en pourcentage<br/><br/>du plafond de l'état</b> | <b>Rappel du plafond à l'Etat<br/><br/>(Pour illustration colonne non obligatoire)</b> |
|---------------------------------|-----------|---|--|--|
| <i>Attachés</i>                 | <i>A1</i> | Responsabilité de direction générale  | 1 000€   | <b>6 390</b>   |
|                                 | <i>B1</i> | Responsabilité d'un service et/ou fonctions de coordination ou de pilotage  | 804,08€  | <b>2280</b>  |
| <i>Rédacteurs</i>               | <i>B2</i> | Expertise, responsabilité de projet   | 736,69€  | <b>2185</b>  |
| <i>Educateurs APS</i>           | <i>B3</i> | Technicité, expérience, ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions  | 673,90€  | <b>1 995</b>   |
| <i>Adjointes administratifs</i> | <i>C1</i> | Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions, sujétions particulières             | 524,40€  | <b>1 260</b>   |
|                                 | <i>C2</i> | Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions, sujétions particulières ponctuelles | 496,80€  |  |
|                                 | <i>C3</i> | Missions d'exécution, de suivi administratif de dossiers, fréquence des relations directes avec les administrés               | 432,00€  | <b>1 200</b>   |
|                                 | <i>C4</i> | Missions d'exécution  | 378,00   |  |

### **3 – Prise en compte de l'engagement personnel**

Le CIA sera versé en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir apprécié lors de l'entretien professionnel annuel.

### **4 - Périodicité du versement**

Le CIA sera versé annuellement en début d'exercice N+1, suite aux entretiens professionnels. Il n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Le CIA n'est pas forcément versé dans son montant maximum.

## **5- Exclusivité**

Le CIA est en revanche cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnité compensatrice, indemnité différentielle, GIPA, ...),
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, heures complémentaires, ...),
- Indemnité pour travail du dimanche et jours fériés
- Participation à la protection sociale complémentaire pour le personnel
- 

## **6 – Les modalités d'attribution du CIA**

L'attribution du CIA sera faite en fonction de l'évaluation des critères appréciés lors de l'entretien professionnel:

- Résultats professionnels
- Compétences professionnelles et techniques
- Qualités relationnelles
- Capacité d'encadrement où à exercer des fonctions d'un niveau supérieur pour les agents concernés
- Suractivité temporaire de l'agent et/ou du service
- Missions particulières au cours de l'année...

L'attribution individuelle est décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité d'instituer le RIFSEEP selon les modalités ci-dessus et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat.

### **OBJET : ATTRIBUTION DE COMPENSATION SUITE A LA NOUVELLE COMPETENCE « SOUTIEN AUX ACTIONS DESTINEES A PROTEGER LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES ARMAGNAC ADOUR, DES DEGATS PROVOQUES PAR LA GRELE**

Monsieur le maire rappelle qu'il a été, à l'unanimité, approuvé par le conseil communautaire la modification des statuts de la communauté de communes et actée par Arrêté Préfectoral en date du 28 décembre 2015, une compétence supplémentaire « Soutien aux actions destinées à protéger le territoire de la communauté de communes Armagnac Adour, des dégâts provoqués par la grêle».

La commission locale d'évaluation des transferts de charges a proposé que 3 critères soient pris en compte pour le calcul du transfert de charges. La population pour 20 %, la superficie de la commune pour 20 % et le nombre de structures agricoles pour 60 %.

Aussi, Monsieur le maire propose donc de délibérer et de valider les nouvelles attributions de compensation ci-dessous :

| COMMUNE                  | Attributions de compensation budgétaires négatives Avant-projet | Attributions de compensation budgétaires positives Avant-projet | 20% H+20% Km2+ 60 % Structures Moyenne des 3 critères | Attributions de compensation budgétaires négatives | Attributions de compensation budgétaires positives |
|--------------------------|---|---|---|--|--|
| <b>AIGNAN</b>            | 66658,02  |   | <b>1108,10</b>  | 65549,92   |  |
| <b>AVERON BERGELLE</b>   |   | 38081,00  | <b>371,28</b>   |  | 38452,28   |
| <b>BOUZON GELLENAVE</b>  |   | 44704,93  | <b>413,24</b>   |  | 45118,17   |
| <b>CAHUZAC SUR ADOUR</b> | 901,00  |   | <b>187,47</b>   | 713,53   |  |
| <b>CANNET</b>            |   | 10301,00  | <b>184,65</b>   |  | 10485,65   |
| <b>CASTELNAVET</b>       |   | 30612,21  | <b>468,03</b>   |  | 31080,24   |
| <b>CAUMONT</b>           |   | 29627,00  | <b>173,79</b>   |  | 29800,79   |
| <b>FUSTEROUAU</b>        |   | 27338,70  | <b>195,95</b>   |  | 27534,65   |
| <b>GOUX</b>              |   | 14938,00  | <b>149,98</b>   |  | 15087,98   |
| <b>LABARTHETE</b>        |   | 37844,00  | <b>421,84</b>   |  | 38265,84   |
| <b>LELIN LAPUJOLLE</b>   |   | 63099,00  | <b>478,15</b>   |  | 63577,15   |
| <b>LOUSSOUS DEBAT</b>    |   | 16165,03  | <b>109,41</b>   |  | 16274,44   |
| <b>MARGOUEY MEYMES</b>   |   | 42882,52  | <b>433,89</b>   |  | 43316,41   |
| <b>MAULICHERES</b>       |   | 24918,16  | <b>241,94</b>   |  | 25160,10   |
| <b>MAUMUSSON LAGUIAN</b> |   | 26730,00  | <b>367,41</b>   |  | 27097,41   |
| <b>POUYDRAGUIN</b>       |   | 34055,00  | <b>245,48</b>   |  | 34300,48   |
| <b>RISCLE</b>            | 148236,00   |   | <b>1316,78</b>  | 146919,22  |  |
| <b>SABAZAN</b>           |   | 31260,18  | <b>244,33</b>   |  | 31504,51   |
| <b>SAINT GERME</b>       |   | 25108,00  | <b>340,26</b>   |  | 25448,26   |
| <b>SAINT MONT</b>        | 17530,00  |   | <b>492,64</b>   | 17037,36   |  |
| <b>SARRAGACHIES</b>      |   | 38533,00  | <b>434,06</b>   |  | 38967,06   |
| <b>TARSAC</b>            |   | 30352,00  | <b>184,28</b>   |  | 30536,28   |
| <b>TERMES D'ARMAGNAC</b> |   | 36735,41  | <b>226,92</b>   |  | 36962,33   |
| <b>VERLUS</b>            |   | 26165,00  | <b>161,21</b>   |  | 26326,21   |
| <b>VIELLA</b>            |   | 74460,00  | <b>1048,89</b>  |  | 75508,89   |
| <b>TOTAL</b>             | <b>233325,02</b>  | <b>703910,14</b>  | <b>10000,00</b>                                       | <b>230220,03</b>                                   | <b>710805,15</b>                                   |

Après en avoir délibéré les membres du conseil municipal acceptent, à l'unanimité, la modification des attributions de compensation telle que précisée dans le tableau et plus particulièrement l'attribution de compensation positive pour la commune pour un montant de 146 919.22 euros.

**OBJET : FUSION DU SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ADOUR ET AFFLUENTS, DU SYNDICAT POUR L'AMENAGEMENT DE L'ESTEUS ET DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION UNIQUE DU LEES ET AFFLUENTS.**

Monsieur le Maire rappelle que le Syndicat Mixte de Gestion de l'Adour et Affluents a lancé depuis 2009 une démarche de rapprochement des syndicats dont le dernier est l'adhésion des communes membres du Syndicat Mixte de l'Echez et ses canaux au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Afin d'obtenir un périmètre cohérent de bassin versant, le Syndicat a fusionné avec deux nouvelles structures qui sont le syndicat de l'Estéous et le Syndicat intercommunal à vocation unique du Lees et affluents.

Cette décision a donné lieu à la rédaction de l'arrêté inter-préfectoral 32-2016-12-08-010 portant projet de périmètre en vue de la fusion de ces trois syndicats ainsi qu'à l'élaboration d'un projet de nouveaux statuts. Il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer sur cet arrêté ainsi que sur le projet de statuts.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité ce projet de fusion et les nouveaux statuts qui en découlent.

**OBJET : CONVENTION A LA MISSION D'ASSISTANCE TECHNIQUE ENTRE LA COMMUNE DE RISCLE ET LE DEPARTEMENT DU GERS DANS LE DOMAINE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

Monsieur le Maire rappelle que depuis 2009, le Service d'Assistance Technique aux Exploitants de Stations d'Épuration (SATESE) du Conseil Départemental assure un suivi du système d'assainissement collectif de la commune par le biais d'une convention.

La convention prend fin au 31 décembre 2016, il convient de la renouveler pour une durée de deux ans au tarif actualisé de 954.50€ par an.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'accepter le renouvellement de la convention relative à la mission d'assistance technique entre la commune de Risclé et le Conseil Départemental du Gers dans le domaine de l'assainissement collectif
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que tous documents s'y rapportant.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité le renouvellement de cette convention et autorise Monsieur le Maire à signer la convention et tous les documents s'y rapportant.